

période. Hong-Kong n'est plus traité comme le sont les autres pays de la liste mentionnés par le député. Cependant, bien que les permis soient accordés plus librement ils sont encore nécessaires à cause du danger de transbordement.

M. Macdonnell (Greenwood): Si ce n'était des mots "articles non essentiels" je comprendrais pourquoi ces pays sont visés, mais pourquoi avons-nous besoin d'imposer des restrictions dans le cas de ce qu'on appelle des articles non essentiels? Il est mentionné que les articles non essentiels peuvent circuler librement vers toute destination, sauf celles dont j'ai lu la liste.

M. McIlraith: Je crois que la raison pour laquelle ces matières non essentielles ne sont pas envoyées en Corée du Nord aujourd'hui est évidente.

M. Macdonnell (Greenwood): Oui, j'en conviens.

M. McIlraith: Nous avons excepté Hong-Kong. Pour ce qui est des autres pays, il faudrait envisager la question pour chacun d'eux en particulier. Il est bien évident qu'il ne faudrait pas expédier à la Corée du Nord, actuellement, même des matériaux non essentiels. Au point où en sont les choses, il faudrait discuter la question pour chacune de ces régions ou chacun de ces pays pris séparément. J'ai dit que le territoire d'Hong-Kong n'est pas inclus dans la liste des régions auxquelles cette disposition s'applique.

M. Macdonnell (Greenwood): Qu'on me permette de modifier légèrement ma question. Cette disposition veut-elle dire que nous n'avons aucune relation commerciale, tant en ce qui touche les importations qu'en ce qui a trait aux exportations, avec ces autres pays?

Le très hon. M. Howe: Il convient peut-être que je donne quelques brèves explications puisque j'ai eu à voir à l'exécution de ce programme. Nous avons au moins une fois tous les trois mois des entretiens avec les autorités commerciales américaines et ces conversations portent sur les moyens stratégiques auxquels il nous faut recourir dans les circonstances. Nous adoptons la même politique que les États-Unis parce que le Canada est un pays nord-américain et que les mesures prises par les États-Unis pourraient bien manquer leur but si nous prenions des dispositions différentes. Autrement dit, on pourrait expédier au Canada et réexporter d'ici des denrées qui ne peuvent être exportées des États-Unis. C'est pour cette raison que nous prenons les mêmes dispositions, lesquelles peuvent chan-

ger à l'occasion quand le comité mixte le juge à propos, à la lumière des nécessités stratégiques.

Le rapport que le député a en main a été préparé au début des hostilités en Corée ou peu après, quand il se faisait beaucoup d'échange entre régions. On voulait empêcher que les matériaux disponibles ne tombent aux mains des Coréens du Nord. Nous ne faisons aucun commerce avec la Chine ni avec la Russie. Nous échangeons avec la Tchécoslovaquie et avec d'autres satellites de la Russie, certaines denrées non essentielles. La Russie et la Chine sont les principales régions à l'égard desquelles nous exerçons une stricte surveillance.

M. Macdonnell (Greenwood): J'aurais compris tout ce que le ministre a dit au sujet des considérations d'ordre stratégiques et de la collaboration avec les États-Unis, s'il n'avait pas utilisé l'expression "non essentielles". Ai-je mal compris ce mot...

Le très hon. M. Howe: Non essentielles pour qui?

M. Macdonnell (Greenwood): Voilà précisément ce que je voudrais savoir.

Le très hon. M. Howe: Non essentielles peut-être pour les Canadiens, mais hautement essentielles à un pays qui voudrait les utiliser à des fins militaires.

M. Macdonnell (Greenwood): Puis-je faire observer que ce mot ne me semble pas très heureux. Soit dit en passant, je parle du rapport de 1951. Ce rapport va, je suppose, jusqu'à la fin de 1951; il ne porte pas, comme le ministre l'a dit, une date bien antérieure. Je n'insisterai cependant pas sur ce point. Je veux tout simplement montrer qu'il n'est pas explicite. Je pense que le ministre a mis les choses au clair, même si j'estime que l'expression "non essentielles" est susceptible d'induire en erreur.

(L'article est adopté.)

Le préambule est adopté.

Le titre est adopté.

Rapport est fait du bill qui est lu pour la 3^e fois et adopté.

SUBSIDES

La Chambre se forme en comité des subsides sous la présidence de M. Beaudoin.

MINISTÈRE DU COMMERCE

Administration générale—

441. Administration centrale, \$617,795.

M. Charlton: Le ministre fera-t-il au comité un exposé de la situation commerciale?